Document généré le 4 août 2025 03:43

Cahiers de géographie du Québec

BELLIER, Irène (dir.) (2015) *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*. Paris, L'Harmattan, 394 p. (ISBN 978-2-343-05543-5)

Étienne Rivard

Volume 59, numéro 166, avril 2015

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034353ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034353ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Rivard, É. (2015). Compte rendu de [BELLIER, Irène (dir.) (2015) *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*. Paris, L'Harmattan, 394 p. (ISBN 978-2-343-05543-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *59*(166), 138–140. https://doi.org/10.7202/1034353ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

pour l'accessibilité, les différentes mesures d'accessibilité ne sont pas discutées non plus.

On regrettera aussi l'absence de bibliographie. En effet, des références bibliographiques sont présentes dans plusieurs définitions. Par exemple, dans l'entrée « ségrégation », les auteurs font judicieusement référence aux travaux de Duncan et Duncan et de Massey et Denton (1988) pour discuter des instruments de mesure de la ségrégation. L'inclusion d'une bibliographie permettrait d'inviter le lecteur à lire des références incontournables lui permettant d'explorer plus en détail la thématique, le courant théorique ou la méthode discutée dans la définition.

En résumé, l'exercice est fort intéressant et sera fort utile pour les non-initiés en analyse spatiale, qui pourront y retrouver des définitions claires des principales notions en analyse spatiale. Par contre, le lecteur souhaitant aussi y trouver de courtes explications sur les principales méthodes et mesures en analyse spatiale restera sur sa faim, ce qui laisse place à amélioration, on l'espère, dans une seconde édition de l'ouvrage.

Références

ABRAMS, Michael J., ASRAR, Ghassem R., MARZANO, Frank S., MINNETT, Peter J., SALOMONSON, Vincent V., SINGHROY, Vernon H. et TURK, F. Joseph (2014) *Encyclopedia of Remote Sensing*. Encyclopedia of Earth Sciences Series, Springer.

BRUNET, Roger, FERRAS, Robert et THÉRY, Hervé (1993) *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. Montpellier, RECLUS, Paris, La Documentation française.

FOTHERINGHAM, A. Stewart et ROGERSON, Peter A. (dir.) (2008) *The SAGE handbook of spatial analysis*. Sage.

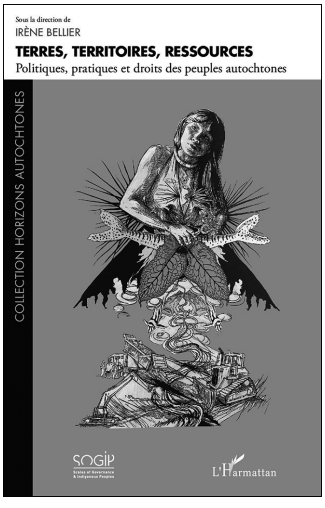
GREGORY, Derek, JOHNSTON, Ron, PRATT, Geraldine, WATTS, Michael et WHATMORE, Sarah (dir.) (2011) *The dictionary of human geography*. John Wiley & Sons.

KEMP, Karen (dir.) (2008) *Encyclopedia of geographic information science*. Sage.

MAYHEW, Susan (2006) *A dictionary of geography*. Oxford University Press.

SHEKHAR, Shashi et XIONG, Hui (dir.) (2008) *Encyclopedia of GIS*. Springer Science & Business Media.

Philippe APPARICIO
Centre Urbanisation Culture et Société, INRS



BELLIER, Irène (dir.) (2015) *Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones.* Paris, L'Harmattan, 394 p. (ISBN 978-2-343-05543-5)

Découlant d'un atelier de travail tenu à Paris, en juin 2013, *Terres, territoires, ressources*, s'impose probablement, dans le monde francophone, comme la plus exhaustive synthèse produite relativement à la dimension territoriale des réalités autochtones à l'échelle du globe. Cet ouvrage donne voix à une impressionnante brochette de collaborateurs – près d'une trentaine – d'un peu partout en Europe (France, Royaume-Uni, Suisse), en Amérique (Canada, États-Unis, Caraïbe, Argentine, Pérou, Mexique, Brésil et Colombie) ainsi qu'en Océanie et en Asie (Australie, Nouvelle-Zélande, Inde),

dont plusieurs de renommée internationale. Citons Jon Altman, de l'Université nationale d'Australie, à Canberra, et Arturo Escobar, de l'Université de Caroline du Nord.

Les auteurs cherchent à mieux comprendre le lien qui existe entre le concept de « peuples autochtones » – très largement défini au cours des dernières années par le processus de négociations internationales ayant pris place sous la conduite de l'ONU –, les droits qui lui sont rattachés et, surtout, les enjeux que ces droits suscitent en matière d'occupation et de gestion des territoires au sein des États concernés. Ce lien est de premier intérêt pour tout géographe intéressé aux questions autochtones ou même, plus largement, à celles portant sur l'interculturalité et l'ethnicité.

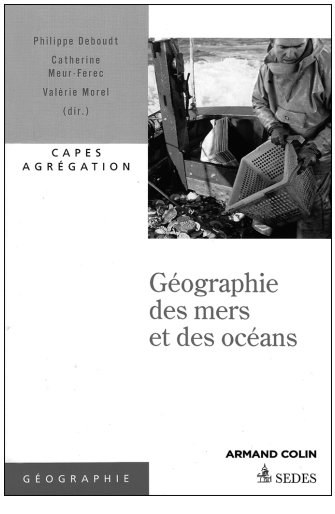
D'ailleurs, ce collectif de facture multidisciplinaire fait une place non négligeable à la géographie, donnant la parole à plusieurs géographes tels que Caroline Desbiens, de l'Université Laval, Irène Hirt, de l'Université de Genève, Brian Thom, de l'Université de Victoria, ou Francesca Thornberry, de la Rainforest Foundation UK. En outre, une proportion importante des contributions s'accompagne d'une cartographie originale qui ne sert pas que des fonctions de repérage géographique ou une mission strictement « ornementale ». Au contraire, ces cartes, plus souvent thématiques, supportent pleinement les propos véhiculés par l'ouvrage, mettant en évidence les différents régimes fonciers autochtones en relation avec la distribution des populations autochtones et celles des principales ressources naturelles. Cette couverture cartographique comprend près d'une vingtaine de cartes et concerne le tiers des collaborations.

L'ouvrage se compose de trois parties, les collaborations étant distribuées de manière assez égale entre les trois. La première partie, « Des droits sur le territoire : propriété, sécurité, représentations », approfondit la thématique du volume en abordant de front les liens intimes entre l'application des droits autochtones et l'inévitable question de l'appropriation (ou réappropriation) territoriale qui la sous-tend. La deuxième partie est consacrée aux questions de gouvernance territoriale, à la place des peuples autochtones dans cette gouvernance, ainsi qu'aux conflits d'espace qui peuvent naître des différences souvent fondamentales entre autochtones et majorités non autochtones dans leurs approches respectives en regard de l'aménagement, du développement et de la préservation des territoires. La troisième partie – qui est en quelque sorte un retour sur les deux premières – se centre sur le cas particulier des développements miniers au sein de territoires autochtones autrefois « épargnés » parce que géographiquement plus difficiles d'accès, développements à la source de nouveaux conflits territoriaux potentiels. Cette dernière section n'est pas sans rappeler le contexte québécois à l'ère du Plan Nord et des enjeux de développement et de préservation que ce programme suscite au sein des sociétés autochtones et allochtones.

L'approche comparative privilégiée par Irène Bellier, directrice du collectif, et l'accent mis sur les enjeux territoriaux sont les deux principales contributions apportées par cette réalisation scientifique. La comparaison de différents contextes nationaux s'avère en effet très pertinente. Elle rappelle que l'arbre cache bien souvent la forêt et que, derrière les façades de la diplomatie internationale et la promotion du droit à l'autodétermination des peuples autochtones, se dissimule une réalité de terrain souvent très peu en phase avec les principes énoncés et officiellement ratifiés. Quant à la thématique territoriale, elle s'enrichit au rythme des collaborations qui se succèdent. Reposant au préalable sur une définition assez classique mais sommaire – « En considérant les trois sens du territoire, comme base d'une juridiction, réserve d'usage et délimitation spatiale… » (p. 17), – elle s'avère en fin de compte plus englobante, faisant, des représentations symboliques et territoriales, des questions d'appropriation et des rapports de force, des assises conceptuelles beaucoup plus fécondes.

Évidemment, il y a un prix à payer pour une telle approche comparative et pour le souci de synthèse dont font preuve les auteurs. Tant d'espace est consacré, pour chacun des textes, à de nécessaires contextualisations qu'une certaine profondeur dans les analyses est aussitôt sacrifiée. Les spécialistes en ces domaines, du moins ceux qui sont peu intéressés par la comparaison et la synthèse, resteront forcément sur leur faim. Néanmoins, la richesse de ce travail collectif tient avant tout à la qualité des contributions et à la diversité des réalités explorées. À cet égard, l'ouvrage pourrait bien s'imposer comme un excellent manuel de classe, y compris aux cycles supérieurs.

Étienne RIVARD
Centre interuniversitaire d'études québécoises
Université Laval



DEBOUDT, Philippe, MEUR-FEREC, Catherine et MOREL, Valérie (dir.) (2014) *Géographie des mers et des océans*. Armand Collin SEDES, 328 p. (ISBN 978-2-301-00458-1)

Deboudt, Meur-Ferec et Morel nous proposent une géographie de l'espace maritime et de ses usages, déclinée en 12 chapitres. Agissant comme directeurs, ils signent eux-mêmes l'introduction, le dernier chapitre et la conclusion. Une dizaine d'auteurs différents contribuent au projet. L'ouvrage n'est pas pour autant un collectif regroupant des analyses distinctes débattues successivement. L'objectif est plutôt de dresser un portrait raisonné du territoire maritime d'abord à l'intention des aspirants enseignants préparant les concours français de certification (capes) ou d'agrégation. Malgré cette coloration française, la perspective est résolument internationale. L'analyse est faite principalement à l'échelle planétaire.

Seul le premier chapitre est consacré aux caractéristiques naturelles des océans. En y décrivant la nature des eaux marines et de leur circulation, Claude Kergomard souligne l'influence des océans sur le climat. Cette approche donne le ton et sert de fil conducteur pour la suite : les mers sont des espaces mouvants des lieux d'échanges.

La première des trois sections du livre éclaire les enjeux du commerce international et du transport maritime. On y trouve notamment un chapitre par Guy Baron sur les conditions de travail en mer, un aspect souvent oublié. La deuxième section porte sur les ressources maritimes elles-mêmes. Un chapitre est consacré à chacune des ressources vivantes, à l'énergie et aux ressources minérales, au tourisme, ainsi qu'aux principes guidant le découpage foncier des ressources. Dans la troisième section, le regard est plus géopolitique. On y aborde, entre autres, les thèmes de la piraterie et de l'influence géostratégique de la puissance navale. Cette section se conclut par le chapitre « De la protection du milieu marin aux politiques maritimes intégrées ». Les directeurs y exposent la thèse centrale de l'ouvrage : les mers et océans ne sont en rien des espaces vides, mais bien des territoires de partage où les usages multiples se côtoient dans un contexte mondialisé, la gouvernance complexe qu'exige une telle situation venant en fin de compte démontrer le caractère territorialisé des mers et océans.